



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

SYNTHÈSE ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°215 (17 OCTOBRE 2021)

LES DROITES DANS TOUS LEURS ÉTATS ET AFRIQUE-FRANCE QUOI DE NOUVEAU ?

LES DROITES DANS TOUS LEURS ÉTATS

Introduction

Philippe Meyer :

Le 9 octobre au Havre, ville dont il est redevenu maire en 2020, Edouard Philippe a lancé sa propre formation politique, baptisée « Horizons », destinée à accélérer la recomposition politique à droite. L'ancien Premier ministre a estimé que le premier défi était de « *remettre de l'ordre dans nos comptes et de l'ordre dans nos rues* » et que « *le premier sujet à régler s'agissant des dépenses, c'est la question des retraites* ». Une nouvelle offre politique qui entend « *regarder devant* », mais qui s'inscrit dans la logique d'une droite « Macron-compatible » pour élargir vers la droite la base électorale d'Emmanuel Macron. Horizons doit tenir son congrès fondateur d'ici à la fin de l'année.

Après s'être opposé à toutes formes de primaire et avoir souvent laissé entendre qu'il ne participerait à aucune compétition interne, le 11 octobre, le président des Hauts-de-France, Xavier Bertrand a finalement annoncé qu'il participerait au congrès du parti Les Républicains. Le 4 décembre, il se soumettra donc aux votes des adhérents d'un parti dont il avait claqué la porte en décembre 2017. Il s'opposera alors à Valérie Pécresse, Michel Barnier, Éric Ciotti, Philippe Juvin et Denis Payre. « *La droite n'est pas morte hier* », s'est ému Damien Abad, chef de file des députés LR et soutien de Bertrand, au lendemain de cette annonce. « *Elle ne s'est pas fracturée et fissurée en deux à un moment où nous-mêmes nous devons faire face à deux menaces extérieures, avec Éric Zemmour d'un côté et Edouard Philippe de l'autre.* » Une investiture permettrait à Xavier Bertrand, en plus de la force de frappe des 80 000 militants LR revendiqués, de ne plus se soucier de la collecte des 500 signatures et de bénéficier des 8 à 10 millions d'euros mis de côté par le parti pour faire campagne. Selon une récente enquête commandée par la structure du député Les Républicains, Julien Aubert, Oser la France, Xavier Bertrand récoltait 38 % de bonnes opinions au sein des militants Les Républicains, derrière Valérie

Pécresse (52 %) et Michel Barnier (58 %). En revanche, chez les électeurs, il est régulièrement donné dans les sondages légèrement devant ses concurrents, et a été pour la première fois le 11 octobre placé par l'IFOP pour Sud Radio à 16 %, ex aequo avec Marine Le Pen, soit en position d'accéder au second tour, tandis qu'Éric Zemmour redescendait à 14%.

Devant ou derrière Marine le Pen, Eric Zemmour est, selon, un sondage Odoxa la personnalité politique qui suscite le plus de « rejet » à 59 % contre 9 % de « soutien » et 10 % de « sympathie ». Pour Pascal Perrineau, le presque candidat « *est plus le reflet d'une offre politique un peu usée qu'autre chose. Sa force, c'est sa capacité à incarner le dégaisme - or la présidentielle ne devient plus que ça - dans un contexte de profonde droitisation de l'opinion publique* ». Au total, les intentions de vote additionnées de Marine Le Pen, Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan arrivent aux alentours de 30 %.

Kontildondit

Nicole Gnesotto :

En France, les droites sont comparables aux Galeries Lafayette : il s'y passe toujours quelque chose. Il y a un mois, l'apparition d'Eric Zemmour affolait tout le monde, de la droite classique filloniste à l'extrême-droite lepeniste. Il y a une semaine c'était la formation d'Edouard Philippe, et il y a quelques jours, le virage à 180° de Xavier Bertrand. Les cartes ne cessent d'être rebattues régulièrement, et on se demande à quel jeu l'on joue. Il semble que ce ne soit pas le même selon les candidats.

Avec *Horizons*, Edouard Philippe joue 2027, dans un très subtil jeu de go à la française. Il l'a dit, il soutiendra Emmanuel Macron si celui-ci est candidat en 2022, et espère reconstruire un parti de droite libéral, démocratique et modéré. J'ai d'ailleurs personnellement trouvé son discours sur les quatre vertiges plutôt bien construit. Il mise sur une stratégie à long terme. Le problème est que cet horizon de 2027 commence en avril 2022. Le lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, Philippe espère être une force d'influence profonde à l'Assemblée Nationale. Si bien que le

jour même de son élection, Macron est mort en tant que leader politique. C'est un jeu très délicat, qui présente des risques aussi bien pour Macron que pour les Républicains.

Zemmour ensuite. Son jeu est personnel, on pourrait le comparer à celui du chien dans un jeu de quilles. Peut-être me trompé-je, mais personnellement je ne crois pas une seconde à la durabilité du phénomène ; je pense qu'il n'aura pas les 500 signatures, qu'il est absolument monomaniacque sur l'immigration et que cela ne suffit pas à faire un candidat, qu'il n'a jamais rien dirigé, que ses condamnations à la haine raciale sont incompatibles avec une candidature, etc. Il n'en reste pas moins que ce jeu personnel bouscule le paysage politique de la droite. D'une part, il siphonne les « durs » de Marine Le Pen. La leader du RN se retrouve ainsi curieusement à la portion congrue d'un électorat populaire autrefois plutôt à gauche. D'autre part Zemmour séduit aussi les « durs » des Républicains, tentés par ce qui ressemble à une nostalgie du RPR. Il complique la donne chez Les Républicains, et oblige aussi bien Michel Barnier que Valérie Pécresse à adopter des termes assez anti-européens, par exemple la primauté du droit européen sur le droit national. Mais surtout, il abaisse le seuil du second tour. S'il est à 15%, alors le vote utile devient moins important et certains peuvent rêver, même à gauche ...

Xavier Bertrand de son côté, joue à « qui perd gagne », ou en l'occurrence, plutôt à « qui gagne perd ». Il a finalement décidé de rentrer dans le jeu des Républicains. Son problème est que s'il est très populaire dans l'électorat national de droite, il est en revanche très mal vu chez les militants LR. Il aurait mieux fait d'aller à la primaire, où il aurait pu être désigné candidat par tous les Français, plutôt qu'au congrès où les votants le considèrent comme un traître. Sa tactique est donc très risquée.

Je vois deux scénarios possibles. Le premier est traditionnel : les Républicains s'y refont une santé, quel(le) que soit leur candidat(e) et peuvent espérer passer le seuil des 15% qui suffit désormais grâce à Zemmour, devenant ainsi un vrai challenge pour Emmanuel Macron. Le deuxième scénario est celui du pire : c'est celui d'un rapprochement entre Zemmour et Le Pen. On a vu la dirigeante du RN cette semaine

commencer à faire des clins d'œil à l'électorat de son concurrent. La droite a désormais une responsabilité plus grande qu'auparavant dans l'échec ou la réussite de l'extrême-droite.

Philippe Meyer :

Un mot sur les sondages. Intrigué par ces chiffres qui peuvent tant varier d'un sondage à l'autre, j'ai demandé à Mathieu Gallard d'Ipsos de m'éclairer. Il m'a rappelé quelque chose dont toutes les rédactions sont informées quand elles reçoivent le résultat d'un sondage, mais dont elles n'ont aucun intérêt à tenir compte puisque cela relativise le sondage : les différents instituts interrogent 1500 personnes. La première question qu'on leur pose est : « êtes-vous sûr d'aller voter en avril prochain ? » 700 répondent « non ». On élimine ces 700 là et on ne poursuit qu'avec les 800 autres. Évidemment, la marge d'erreur est bien plus importante sur 800 personnes que sur 1500. Les différents clients des instituts de sondage, en particulier les chaînes d'information en continu, omettent systématiquement de rappeler cette incertitude.

Lionel Zinsou :

J'ajouterais volontiers à ce panorama la partie droitnière de LREM, ainsi que le centre, et notamment le MoDem. Il me semble que dans une élection présidentielle, la façon dont le passé se défait présente moins d'intérêt que l'avenir et la façon dont les choses se nouent. Ce qui est intéressant chez Edouard Philippe, c'est qu'il en train de créer le véhicule qui va lui permettre de gagner les législatives et de ne pas être en cohabitation si Macron est élu. Si l'on est dans le cas de figure d'un échec des Républicains aux présidentielles, il faudra bien une majorité.

Un argument contre Emmanuel Macron dans la présidentielle sera : étant donné l'échec de LREM, et les chances infimes que la formation présidentielle retrouve seule une majorité, il va falloir coller à ce que sont les électeurs d'Emmanuel Macron. Or pour le moment, il s'agit des électeurs de la droite traditionnelle, qui sont plus

nombreux que chez les Républicains. Car l'un des acteurs importants de la droite française aujourd'hui, c'est tout de même Emmanuel Macron ! LREM risquant un échec, j'imagine qu'elle va muter avant les législatives. De son côté le MoDem va aussi probablement devoir reconfigurer un centre droit compatible avec LREM. A côté d'Horizons, il devrait y avoir deux forces pour constituer la majorité présidentielle. Supposons qu'Emmanuel Macron soit réélu. Quand vous êtes un député des Républicains et que vous souhaitez être réélu, vous êtes très tenté de vous rallier à quelque chose de victorieux qui incarne l'avenir, qu'il s'agisse de 2027 ou 2032. Edouard Philippe représente un courant très fort au sein de l'électorat des Républicains (on pense aux figures d'Alain Juppé ou de Jean-Pierre Raffarin). Pour un député de la droite, ce ne serait pas se trahir ou trahir son électorat que de rejoindre cette tradition gaulliste au moment des législatives.

L'initiative d'Edouard Philippe crée une possibilité tout à fait crédible d'une majorité réussissant à sanctuariser la popularité d'Emmanuel Macron (exceptionnelle dans sa position, par rapport à ses deux prédécesseurs à ce stade). Être sûr de ce que sera la majorité législative me semble être un atout très important pour remporter la présidentielle, et pour envisager un avenir à long terme. En effet, la transition énergétique et un certain nombre de grands chantiers ne seront pas résolus en quelques années seulement. Le fait qu'Edouard Philippe se pose en solution claire pour l'ère post-Macron donne une trajectoire limpide.

Quant au président de la République, il est déjà en campagne. Quand on présente un plan de 30 milliards pour 2030, on est en train de dessiner l'avenir, et de porter le débat sur un programme davantage que sur un bilan. Il y aura inévitablement un bilan, le chômage est historiquement bas, la croissance est là même si personne n'en a encore pris la mesure. Il faut en général six mois avant que l'opinion accepte de ne pas dénier un phénomène de croissance. Nous ferons tout de même entre 6% et 7% en volume du PIB (c'est à dire entre 10% et 11% en valeur) c'est absolument sans précédent, les seules comparaisons possibles sont les années d'après-guerre. Mais ce n'est pas sur le bilan que la partie se jouera, mais plutôt sur ce véhicule formé par

Edouard Philippe pour remporter les législatives. Je pense que le président de la République va jouer une autre carte, pour gêner non les droites mais les écologistes : celle de Pascal Canfin, qui monte en puissance.

Les véhicules les plus puissants seront sans doute deux de la droite ou de l'union LREM-MoDem, mais la droite a beaucoup plus de difficultés avec la majorité présidentielle qu'elle n'en a avec M. Zemmour.

Béatrice Giblin :

Votre rappel à propos des sondages est très utile, je compléterai en disant que tous les observateurs quels qu'ils soient (pas seulement les chaînes d'info) se précipitent pour les commenter dès qu'ils sortent. Mais on ne le répètera jamais assez : des intentions de vote, ce n'est pas la même chose qu'un résultat.

Je partage l'analyse de Lionel ; Emmanuel Macron, pour le moment favori, est susceptible de faire un deuxième mandat, et il n'en fera pas de troisième. Quel sera donc l'avenir de son mouvement après son départ ? Sera-t-il dissous ou bien passera-t-il au stade de force politique structurée et solide ?

Personnellement j'en doute, car Macron est pour le moment la seule incarnation crédible de LREM. Dès lors, le glissement du centre-droite vers *Horizons* est une possibilité très réelle. Christian Jacob a commenté la tactique d'Edouard Philippe en disant « il met le feu à la France ». Personnellement, je pense que l'ancien Premier ministre s'est contenté de mettre le feu aux Républicains, qui se demandent bien comment ils vont résister.

Parce qu'à la différence d'Emmanuel Macron, Edouard Philippe partira avec un certain nombre d'élus locaux déjà dans son escarcelle. On peut déjà citer le maire de Reims mais il y en aura d'autres. Si les Républicains échouent en 2022, il est très probable que leur électorat ralliera un candidat dont les chances de victoire sont plus crédibles.

Ce qui réserve peut-être des surprises, c'est le développement de ce fameux congrès du 4 décembre, qui n'est en réalité rien d'autre qu'une primaire interne. Je ne crois

pas aux chances de Péresse car à mon avis l'électorat de la droite n'est pas prêt à mettre une femme aux commandes. Quant à Bertrand, il ne cesse d'avaloir des couleuvres (il a annoncé qu'il allait reprendre sa carte du parti) et aura du mal à surmonter cette image de traître auprès des militants. La table des adhésions installée lors de l'un de ses récents meetings est restée désespérément vide, ce qui n'est pas très bon signe ...

Dans ces conditions, quid de Michel Barnier ? Jusqu'à très récemment, il était à peu près le seul à croire en ses propres chances, mais il faut désormais reconnaître qu'il a des atouts : il porte bien, est doté d'une réelle stature internationale, il n'a pas trahi, on peut donc se dire : « pourquoi pas ? » Saura-t-il rassembler et créer une vraie dynamique ? C'est une autre affaire. Mais selon moi, c'est au sein des Républicains le seul véritable risque pour la stratégie d'Edouard Philippe.

A propos du phénomène Zemmour (dont comme Nicole, je pense qu'il va se dégonfler) je suis frappée que 30% de l'électorat le choisisse dans leurs intentions de vote. Qu'on prête à ce monsieur efficacité et courage alors qu'il n'est que dans l'outrance et la provocation m'inquiète quant à l'état de la société française.

Philippe Meyer :

Je pense que dans ces chiffres, il faut aussi voir une volonté de « chamboule-tout » de la part de ceux qui se déclarent en faveur de Zemmour. Lassés d'entendre la même langue de bois depuis des décennies, ils pensent mettre un coup de pied dans la fourmilière, je ne suis pas convaincu pour autant qu'ils partagent ses idées.

Béatrice Giblin :

Je ne suis pas d'accord, Eric Zemmour a tout de même été éditorialiste au *Figaro* pendant des années. Cela lui a donné une certaine crédibilité, Il ne s'agit pas d'un clown ...

Jean-Louis Bourlanges :

Le problème d'Edouard Philippe ne se pose pas : il n'est pas candidat à la présidentielle, il dit qu'il soutiendra Emmanuel Macron, et il a intérêt à le faire. Il faut que Macron soit élu pour que M. Philippe puisse arriver à ses fins. Si c'est un non-problème pour les présidentielles, il n'en va pas de même pour les législatives. Car ces élections s'annoncent très compliquées pour l'alliance entre LREM et le MoDem. Obtenir une majorité absolue nécessitera les voix d'autres électeurs macroniens du second tour de la présidentielle. Et là, il y aura soit un affrontement au premier tour des législatives, entre des gens de la majorité sortante et des LR ayant voté Macron au second tour, soit, ce qui est plus probable si le candidat LR est battu à la présidentielle, des députés sortants LR demanderont une investiture au premier tour. Et cela ne passera pas forcément par Edouard Philippe : Castaner peut tout à fait leur accorder cela au nom de LREM.

Un député LR qui se ralliera au parti présidentiel se met donc en position d'entrer au gouvernement dès la prochaine présidentielle. Choisir Edouard Philippe oblige au contraire à attendre 2027, et qui sait ce qui peut se passer d'ici là. La compétition peut être assez ouverte, mais cela importe peu. En réalité la majorité législative sera sans doute très composite. Edouard Philippe représente (très brillamment d'ailleurs) la droite classique et honorable.

A droite, on assiste à un chiasme. C'est à dire qu'on est passé abruptement d'un candidat d'extrême-droite et deux candidats de droite à deux candidats d'extrême-droite et un seul candidat de droite. Un seul candidat, c'est toujours très dangereux, comme disait Bonaparte « un mauvais général vaut mieux que deux bons ». On ne sait pas qui sortira victorieux entre les trois candidats possibles de la droite (Bertrand, Péresse, Barnier) mais on sait qu'il n'y en aura qu'un. A l'extrême-droite, la situation est plus compliquée. Je ne crois absolument pas à un rapprochement entre Marine Le Pen et Eric Zemmour, car ce dernier a un tel mépris envers Mme Le Pen qu'il rend tout ralliement impossible. En politique, les sentiments personnels de domination ou d'humiliation passent toujours avant l'intérêt, et Zemmour refusera de s'effacer. Bien sûr, il mord un peu sur l'électorat LR, mais la candidature unique de

la droite modérée en fait quelque chose de présentable. Certes, cela vient bien tard, en décembre, et c'est très ennuyeux pour la droite. Mais pour LR, ce n'est pas du tout la même chose d'être dans une dynamique de sélection comme ils le sont aujourd'hui, plutôt que dans une phase de piétinement comme ils l'étaient hier. Quant à Eric Zemmour, il est doté d'une extraordinaire force protestataire. Les gens n'en peuvent plus de cette provocation autour de la mort de Samuel Paty, du *wokisme*, des réunions entre Noirs seulement, etc. Tous cela heurte en profondeur la bourgeoisie, mais aussi le peuple. La réaction de ras-le-bol bourgeois, catholique, un peu populaire, s'exprime à travers Zemmour. Il capitalise là-dessus car il fait de la politique en couleur et pas en gris muraille. Mais que va devenir cette force protestataire ? Elle va forcément se heurter à l'incapacité présidentielle : on ne peut absolument pas construire un projet, une majorité, ni même une équipe présidentielle autour de Zemmour. L'une des logiques possibles du système est cyclique : la fin de l'année serait un moment Zemmourien qui atteint profondément Marine Le Pen, rend très difficile son accession au second tour, et fait donc de la place pour un candidat LR. Ensuite, on basculerait dans une logique présidentielle, où la situation serait relativement ouverte. Dans ce cas de figure, elle serait évidemment très favorable à Macron, mais malgré tout, le candidat LR pourrait remonter.

Nicole Gnesotto :

J'aimerais replacer ce débat sur la France à droite dans le contexte européen. N'oublions pas qu'en Allemagne, la droite et les Verts ont perdu, et que c'est le SPD qui a remporté les élections. Peut-être peut-on en tirer une leçon quant à la droitisation de la France : Emmanuel Macron et Edouard Philippe, qui travailleront ensemble au moins dans les premiers mois si Macron est réélu, n'ont ni l'un ni l'autre la moindre sensibilité sociale. Quand on regarde le programme d'Edouard Philippe, les quatre vertiges sont l'environnement, la technologie, le climat et la géopolitique. Les inégalités sociales n'y existent tout simplement pas. Du côté d'Emmanuel Macron, c'est la même chose. Il ne faut pas négliger la demande de justice sociale, qui

existe malgré tout en France aujourd'hui, même si le pays est « droitisé ». Elle pourrait bien provoquer la surprise aux élections.

AFRIQUE -FRANCE QUOI DE NOUVEAU ?

Introduction

Philippe Meyer :

Le « nouveau sommet », Afrique-France s'est tenu le 8 octobre à Montpellier. Il a été le 28ème du genre, a rassemblé 3 000 participants, dont plus d'un millier de jeunes du continent africain (parmi eux près de 350 entrepreneurs) pour des rencontres et des tables rondes entre sociétés civiles africaine, française et de la diaspora, sur des sujets économiques, culturels et politiques. La nouveauté de ce sommet a reposé sur l'absence des présidents africains pour la première fois depuis 1973, date du premier du genre. Il s'agissait « *d'écouter la parole de la jeunesse africaine* » et de « *sortir des formules et réseaux obsolètes* », a indiqué l'Elysée. Parallèlement, Montpellier a été le théâtre d'un contre-sommet organisé, notamment, par les organisations militantes Attac et Survie.

En session plénière, le Président Macron a dialogué avec des jeunes venus de douze pays africains, pas tous francophones (Afrique du Sud, Angola, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigeria, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie). Ce panel a été sélectionné à l'issue des dialogues menés pendant des mois à travers le continent par l'intellectuel camerounais Achille Mbembe, dialogues qui ont abouti à un rapport sur la refondation de la relation entre la France et l'Afrique. Les thèmes retenus étaient la santé, le climat, le colonialisme, l'égalité et la démocratie. L'occasion de tirer un premier bilan des initiatives lancées après l'énoncé d'une feuille de route établie par Emmanuel Macron lors de son discours, fondateur, prononcé en octobre 2017 à l'université de Ouagadougou, au

Burkina Faso et d'évoquer les treize propositions du rapport. Achille Mbembe a préconisé également une reconnaissance claire de la colonisation comme crime contre l'humanité.

Le chef de l'État a retenu plusieurs des propositions. Il a notamment annoncé la création d'un fonds d'innovation pour la démocratie. Doté de 30 millions d'euros sur trois ans, hébergé par l'Agence française de développement, ce fonds devra soutenir « *les acteurs du changement* » en Afrique sans que l'on sache encore comment.

L'enjeu est d'orienter les investissements directement vers la société civile.

Emmanuel Macron a aussi annoncé la création d'une « *maison des mondes africains et des diasporas* ». et la restitution au Bénin, fin octobre, des 26 œuvres du « Trésor de Béhanzin », provenant du pillage des palais d'Abomey en 1892 par l'armée coloniale.

Antoine Glaser, coauteur du livre « *Le Piège africain de Macron* » remarque qu'« *au moment où Emmanuel Macron met fin aux grands-messes entre l'Afrique et la France, la Chine et, tout récemment, la Russie en font.* » En 2022, un « *sommet Afrique-Europe* » devrait se tenir « *sous la présidence française de l'Union européenne* », a annoncé l'Élysée. On n'en connaît pas encore le format.

Kontildondit

Lionel Zinsou :

On ne s'éloigne pas tant que cela de la discussion précédente, au fond. J'ai assisté au meeting de Montpellier depuis les coulisses. Sur les 3 000 personnes présentes, 1 000 étaient des Africains invités (artistes, intellectuels et entrepreneurs), 1 000 autres étaient issues de la diaspora (donc des électeurs français) et 1 000 « Français de souche », électeurs eux aussi. Et l'ambiance était loin de l'habituelle atmosphère compassée des sommets franco-africains auxquels j'ai pu assister. On se serait cru dans un meeting électoral. Cela rappelait un peu l'atmosphère du « grand débat » post Gilets Jaunes, où les gens passaient de dubitatifs, voire hostiles, à une *standing ovation*. Entre temps, ils ont passé cinq heures avec un président de la République en pleine forme. Ne nous y trompons pas, il s'agissait d'un meeting électoral. Cela

donnait d'ailleurs quelques indications sur la future campagne, et je ne doute pas qu'elle sera animée, voire sportive.

Emmanuel Macron n'était pas « en session plénière », il a fait tous les ateliers. Il est allé parler sport, restitution, innovation, démocratie, droits de l'homme ... Il est ensuite allé visiter l'exposition, bref il a passé une journée certainement épuisante, mais qui manifestement lui convenait parfaitement.

Ce n'est pas complètement indifférent quant au vote. Il y avait une crainte à l'Elysée que les gens issus de la diaspora n'iraient pas voter, déçus du bilan présidentiel concernant les pays en développement ou les inégalités entre pays. Au cas où l'élection présidentielle serait serrée, ce genre de signe donné aux Afro-descendants pourrait s'avérer utile. Il y avait selon moi une indéniable dimension électorale française. Toutes les remarques entendues les jours précédentes sur l'attitude de la France au Mali, ou sur l'Algérie ont été entendues. Il y avait sans doute une petite dimension franco-française, mais la dimension africaine l'a largement emporté. D'abord, il ne s'agissait pas d'un sommet sans chef d'Etat. Les chefs d'Etat étaient là le 18 mai, pour une conférence très importante concernant les 650 milliards d'émission de droits de tirage spéciaux, le financement de la vaccination ou de la sécurité. On ne fait pas un sommet avec des chefs d'Etat africains en mai pour un faire un autre en octobre. J'ai lu dans la presse africaine des articles s'indignant qu'on avait insulté les chefs d'Etat, c'est un peu dérisoire, on n'allait pas en faire deux à six mois d'intervalle ... Du point de vue de la substance, ce sommet était très frappant. Habituellement dans ce genre de manifestation, on lit 40 discours sans intérêt et les vraies avancées ont lieu dans les couloirs, dans les chambres d'hôtel ou en tête-à-tête entre chefs d'Etat. Ici, il y a eu de vrais débats intellectuels sans complaisance, avec des interpellations de la jeunesse africaine, et par conséquent les réponses sont devenues crédibles sur des sujets délicats, qui ont beaucoup avancé : l'identité, le respect et la considération, l'émancipation complète dans le domaine économique et monétaire, et toute une série de révisions de l'Histoire, comparable à ce qui a été fait au Rwanda à propos des responsabilités françaises dans le génocide des Tutsi.

Béatrice Giblin :

Lionel nous a fait partager l'atmosphère des coulisses, de notre côté nous n'avons eu que les commentaires de la presse. Je pense que ce sommet est indéniablement, au moins en partie, une opération à but électoral, mais il faut rappeler qu'il était prévu depuis très longtemps, il ne s'agit pas que d'un « coup ». 54 Etats étaient représentés, dont beaucoup ne sont pas francophones, des « poids lourds » comme le Kenya ou le Nigéria. Cela a demandé du temps, et a été confié à Achille Mbembe, un grand intellectuel africain, dont la réflexion ne s'attache pas seulement au post-colonial mais au post-colonie. C'est très intéressant, car au fond il ne se contente pas de pointer les responsabilités des anciennes puissances coloniales, il travaille sur la question de la responsabilité africaine : « comment vivons-nous dans la post-colonie ? Quelles sont nos façons d'être et d'agir dans cette situation ? ». Mbembe ne saurait être soupçonné de complaisance à l'égard de Macron, il ne l'a jamais ménagé. Sa parole est crédible parce que très libre.

En France, il est de bon ton dans certains milieux de critiquer, de dénoncer, de se moquer de la Françafrique. Plusieurs présidents français ont essayé de faire évoluer cette question, sans grand succès. C'est une affaire établie depuis maintenant plus de 50 ans, qui présente de nombreux avantages pour une élite dirigeante africaine, ou certains grands groupes français, bref faire bouger tout cela n'est pas une mince affaire. Nous arrivons à un moment difficile, car les engagements militaires de la France au Sahel suscitent un rejet dans la population africaine. On nous accuse d'interventionnisme, de décisions arbitraires sans consultation, etc. On reproche un fossé entre les discours de Macron et les actions menées, citant toujours l'exemple du Tchad, où le fils d'Idriss Deby a été adoubé, provoquant la colère d'une partie de la population du pays.

Nicole Gnesotto :

Un mot sur l'appel aux sociétés civiles d'abord. C'était peut-être inédit pour un

sommet avec les pays d'Afrique, mais ce n'est pas une première pour ce qui est des relations internationales. C'est même devenu très à la mode, je pense par exemple à la Convention sur l'avenir de l'Europe, où l'on veut associer un maximum de citoyens, ou à Joe Biden qui veut faire une politique à destination des classes moyennes. Le faire pour l'Afrique était peut-être très sympathique et chaleureux, mais comme le disait Pierre Hassner, dans la politique internationale il faut toujours conjuguer les trois niveaux : les relations entre les Etats, les relations entre les institutions, et les relations entre les sociétés. C'est ce qui est fait ici, tout simplement.

Sur la relation entre la France et l'Afrique, c'est le décalage grandissant entre les relations « réelles » (économiques, politiques, démographiques ou géopolitiques), et la relation mémorielle, imaginaire, héritée du passé et de la Françafrique qui est le plus frappant. La relation réelle décroît tandis que la relation mémorielle gagne en importance. Ainsi, sur le plan économique, l'Afrique ne représente que 5% ou 6% du commerce extérieur français, et il s'agit en grande majorité des pays du Maghreb. Les deux pays africains avec lesquels nous commerçons le plus, le Nigéria et l'Afrique du Sud, n'ont d'ailleurs rien à voir avec la zone francophone. Sur le plan démographique, les relations restent importantes, puisque 15% des expatriés français sont en Afrique (soit environ 250 000 personnes). Je ne suis pas parvenue en revanche à retrouver des chiffres concordants avec les déclarations du président Macron selon lesquelles 20% des Français auraient des origines africaines. Sur le plan géopolitique, notre intérêt pour l'Afrique baisse. C'est Nicolas Sarkozy qui avait fortement diminué le nombre de bases françaises permanentes sur le continent (il n'y en a plus que quatre, à Djibouti, au Gabon, en Côte d'Ivoire et au Sénégal), et le départ de nos troupes du Mali va encore réduire la présence française.

Par conséquent, il est évident que ce qui importe à Emmanuel Macron, c'est moins la relation bilatérale entre la France et l'Afrique (parce que nos intérêts concrets diminuent et que nous avons de toutes façons peu de moyens), qu'entre l'Afrique et l'Union Européenne. Pendant la présidence française de l'Union va se tenir un important sommet (prévu de longue date) avec l'Union Africaine, et les moyens

déployés sont colossaux : 50 milliards du Fonds de Développement Européen seront pour l'Afrique, 5 milliards pour financer les forces de l'Union africaine. Jamais la France seule ne pourrait se permettre de tels engagements. Macron reconnaît que les moyens d'une relation saine et équilibrée avec l'Afrique sont désormais au niveau européen.

Jean-Louis Bourlanges :

Je crois qu'il y a effectivement derrière ce sommet une double inflexion de la diplomatie française. La première consiste à organiser un dialogue avec la société civile. J'en profite pour exprimer un énervement personnel : j'en ai assez qu'on parle de « représentants » de la société civile. Par définition, elle n'en a pas, elle n'a que des acteurs. La deuxième est une volonté d'agir avec les chefs d'Etat, mais cette fois au plan européen.

Mais chacune de ces inflexions pose problème. D'abord, le passage à la société civile n'est pas évident. Pour un chef d'Etat, s'adresser directement aux sociétés, c'est court-circuiter les dirigeants des pays auxquels on s'adresse. Or les chefs d'Etat étant ce qu'ils sont, ils n'apprécient pas beaucoup ... Lionel nous dit que ce n'est pas grave, qu'on s'adresse aux chefs d'Etat et à la société civile à deux moments différents. C'est tout de même une dichotomie difficile à penser et à accepter. Il y a quelque chose d'incontestablement tendu, qui sera - espérons-le - réparé dans le prochain sommet entre l'Union Africaine et l'Union Européenne.

Nous avons énormément de difficultés à avoir le genre d'interlocuteurs que nous souhaiterions, mais surtout, la Françafrique n'est pas seulement une chose horrible et entièrement condamnable, c'est aussi quelque chose qui est en décomposition. Nous inventons des relations différentes avec l'Afrique. Lionel l'a souvent dit ici : il ne faut pas que notre présence se limite à des interventions militaires. Quand je discute avec des Africains à propos des opérations au Sahel, tous me disent qu'ils ont besoin d'investissements, d'échanges économiques et sociaux, et pas seulement de forces armées. Économiquement, nous restons des partenaires actifs de l'Afrique, mais en

valeur relative, nous nous effondrons par rapport à des investissements sud-américains, indiens ou chinois. Il y a une énorme transformation en cours. C'est très difficile, mais il me semble que Macron prend les choses par le seul bout possible, le seul à offrir une certaine marge de manœuvre, même si cela crée des tensions avec l'Afrique officielle.

Un dernier exemple à propos de l'Algérie, où l'on voit que le calcul est le même : il a dit sans fard que ce qui comptait en Algérie, c'était la jeunesse et le mouvement du Hirak. Il n'a pas déclaré frontalement que l'establishment algérien était cleptocratique mais on n'en était pas loin ... Cela a évidemment créé une crise majeure, mais en réalité tous ceux qui étudient sérieusement l'Algérie (comme Jean-Pierre Filiu) le disent : la jeunesse algérienne est dans un état de déshérence idéologique et politique, et c'est à elle qu'il faut parler.